FfD4 à Séville : L'AES affiche unité et ambition pour un développement souverain et sécurisé

MALI

1798

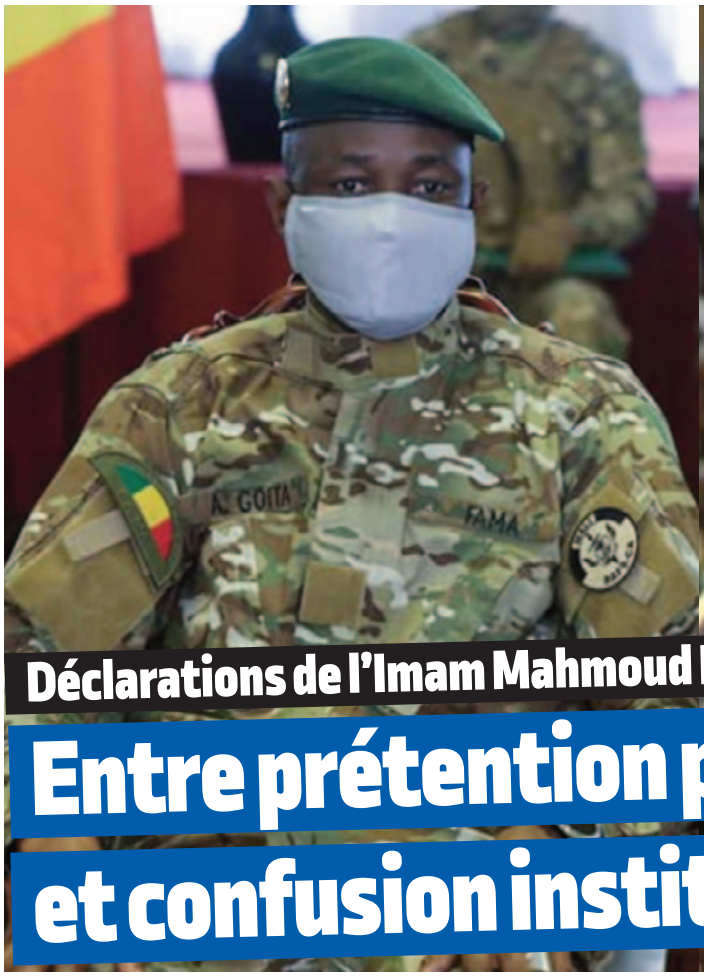
L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 03 JUILLET 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION





Déclarations de l'Imam Mahmoud Dicko

Entre prétention personnelle et confusion institutionnelle



Attaques terroristes du 1er juillet : les FAMa infligent de lourdes pertes aux assaillants



...terrorisme et vol de bétail dans la région du Lac

Télé : Les FAMas mènent une intervention réussie


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Déclarations de l'Imam Mahmoud Dicko : Entre prétention personnelle et confusion institutionnelle **P.4**

Brèves /

Attaque Violente sur une Cimenterie Nationale près de Kayes : Préoccupations concernant la Sécurité Industrielle **P.10**
Kolokani : La mise en place d'un couvre-feu spécifique pour les motos et les tricycles **P.10**
Lutte contre le terrorisme et le vol de bétail dans la région du Lac Télé : Les Forces Armées Maliennes mènent une intervention réussie **P.11**
Affaire des 19 cars de transport saisis par la douane : La justice saisie **P.11**

Actualité /

Attaques terroristes du 1er juillet : les FAMa infligent de lourdes pertes aux assaillants **P.13**
Boubacar Sidiki Sangaré (BSS) : Un Homme d'Affaires Malien Célèbre Inculpé pour Escroquerie et Blanchiment de Capitaux Présumés **P.15**

Politique /

Politique : Grandeur et misère des partis politiques au Mali **P.18**
FfD4 à Séville : L'AES affiche unité et ambition pour un développement souverain et sécurisé **P.19**
JEUNESSE : Mémorandum de plaidoyer sur le positionnement stratégique de la jeunesse malienne dans l'agenda de refondation de l'État **P.21**

Culture & société /

Les soliloques d'Angèle : Quand nos enfants agissent mal, jusqu'où sommes-nous responsables ? **P.24**

International /

Conversation tendue sur l'Iran et l'Ukraine : Macron et Poutine divisés **P.25**
Armée française à l'étranger : La station d'émission interarmées de Rufisque transférée officiellement à l'État du Sénégal **P.27**

Sport /

Coupe du Monde FIBA U-19 : Les Aiglons maliens affronteront le Canada en huitièmes de finale **P.28**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Déclarations de l'Imam Mahmoud Dicko

Entre prétention personnelle et confusion institutionnelle

Dans une vidéo récemment diffusée sur les réseaux sociaux, l'Imam Mahmoud Dicko, ancien président du Haut Conseil Islamique du Mali et figure religieuse et politique influente, s'est exprimé avec une virulence inhabituelle sur la transition en cours au Mali. Il a notamment accusé les autorités actuelles d'avoir « conduit le pays à la ruine ». Si cette critique pouvait s'inscrire dans un débat public légitime, ce sont surtout certaines de ses déclarations qui ont choqué par leur ton prétentieux et leur déconnexion des principes républicains.

Au cœur de la polémique, une phrase, adressée autrefois à feu le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), que Dicko a rappelée avec fierté : « Je ne vais jamais te reprendre le pays pour le donner à d'autres hommes politiques avec qui j'ai fait la lutte du M5-RFP. » Ces propos, tenus sur un ton sentencieux, laissent entendre que Dicko aurait eu, à un moment donné, le pouvoir de "reprendre" le pays à un président élu pour ensuite décider à qui le "donner". Une déclaration pour le moins ahurissante qui trahit une dérive autoritaire dans le discours de celui qui se présente comme un guide moral.

Dans une République, nul n'a le pouvoir de s'approprier l'État, encore moins de le redistribuer à sa convenance. Le pouvoir appartient au peuple, qui l'exerce par le vote, à travers des institutions établies par la Constitution. Ce type de propos insensé, proféré publiquement, est non seulement une insulte aux principes républicains, mais aussi une dangereuse banalisation de l'accaparement du pouvoir par des figures non élues.



Dicko n'est pas un homme politique élu, mais il se comporte comme un acteur de premier plan, intervenant à chaque tournant national, accusant les dirigeants, se posant en conscience supérieure — sans jamais se soumettre aux règles du jeu démocratique. Cette ambiguïté de positionnement — à la fois guide religieux, opposant politique et acteur moral — nuit à la lisibilité de son engagement.

Son discours devient ainsi un instrument d'influence personnelle plus qu'une contribution constructive au débat national. En se positionnant au-dessus des institutions, Dicko affaiblit la culture démocratique malienne, et participe à cette instabilité chronique où les figures charismatiques prétendent incarner à elles seules la volonté du peuple.

Autre contradiction frappante : comment un homme vivant en exil peut-il encore prétendre disposer du pays comme d'un bien personnel ? S'il est si central dans la vie nationale, pourquoi s'exprime-t-il depuis l'étranger ? Pourquoi ne partage-t-il pas le quotidien des citoyens dont il prétend défendre les intérêts ?

Ce recul géographique affaiblit d'autant plus la légitimité de ses prises de parole, perçues par beaucoup comme des critiques opportunistes et peu courageuses.Un leadership authentique s'exerce dans la proximité, dans la responsabilité, et dans la capacité à affronter la réalité nationale aux côtés du peuple.

Le Mali traverse une phase délicate où chaque mot, chaque geste public compte. Dans ce contexte, les figures d'influence, y compris religieuses, ont un devoir de mesure, de responsabilité et de lucidité. Ce n'est pas en soufflant sur les braises, ni en cultivant la confusion entre pouvoir spirituel et ambition politique, qu'elles serviront l'intérêt général.

Mahmoud Dicko, au lieu de cultiver le culte de sa propre parole, ferait mieux de contribuer à une réflexion constructive sur les institutions, la paix et la cohésion sociale. À défaut, ses déclarations seront de plus en plus perçues comme les élucubrations d'un homme en perte d'ancrage, obsédé par une influence déclinante.

Il n'appartient à aucun individu, fût-il religieux ou ancien meneur de mouvements populaires, de décider à qui revient la direction du pays. Le Mali a besoin d'institutions solides, pas de sauveurs autoproclamés. Les propos récents de l'Imam Dicko, loin de mobiliser autour d'une cause juste, révèlent une tentation de centraliser le pouvoir symbolique au détriment du bien commun. Une posture non seulement prétentieuse, mais profondément inquiétante.

Moctar Sow



▪ Ouverture Média - OM

OM INFO : #Urgent
Selon des sources locales, Mamadou Hawa Gassama, qui séjournait à Abidjan plus précisément à Séguéla pour des funérailles, a été arrêté par la justice ivoirienne.
Son arrestation est due à des propos tenus sur les réseaux sociaux.
M7 TV - RMC



▪ Fleury Venance Agou ▪



Drame au Lycée B.Boganda en pleine composition du Bac. Un transformateur d'électricité serait la cause de cet accident malheureux.
Nous en saurons davantage dans les prochains communiqués officiels.
Img: Diaspora



▪ Bacary Camara



Dernière minute !
Le ciel tombe sur la tête de l'honorable Mamadou Awa Gassama ancien député et membre du Conseil National de Transition(CNT)
En effet selon une source jugée crédible, il a été interpellé à Abidjan ce Mercredi 2 juin 2025 avait d'être aussitôt présenté à un juge. On ne connait pas encore les raisons de son incarcération dans la capitale ivoirienne.
Mais une nouvelle source précise qu'il s'était rendu à Seguela ville minière ivoirienne pour des funérailles familiale.Son arrestation serait lié à des propos tenus sur les réseaux sociaux.
Affaire à suivre !
B.CAMARA, Phénix



Choguel K Maiga, ex-PM
Ne pas laisser ou abandonner le terrain à Me Tall..
Pourquoi l'ex-PM ne voulait pas entendre parler du respect de l'ordre constitutionnel et d'élections pluralistes pour avoir été candidat à l'élection présidentielle plus d'une fois. Mais avec quels résultats lamentables pour un leader digne de son rang .Son parti qui figurait parmi les plus grandes formations politique du pays a payé cash, son option quasiment mortifère du "boycott intégral" de toutes les élections(municipales, législatives, et présidentielles) lors de la grave et douloureuse crise politique du COPPO en 1997.
La conséquence directe de cette erreur ou faute politique(c'est selon) est bien connue.Le parti en sortira, affaibli, lamine et fragilisé dans les urnes, au cours de plusieurs scrutins électoraux .Ce n'est point un hasard, si dans la phraséologie politique de Choguel, le mouvement M5-RFP a ostentatoirement remplacé le MPR.

Comme par instinct naturel de survie, les élections abrégeraient "son temps de jouissance" au pouvoir, quant on sait par ailleurs comment il est revenu dans le jeu, après la chute presque inattendu de N'Bah Daou.
Ce tribun politique sait toujours ce qu'il veut et vise au besoin ses ouailles qui boivent ses paroles avec une voracité dévorante quoiqu'inconsciente. En réalité, il ne veut pas laisser le terrain à Me Tall qu'il connaît mieux que tous les leaders politiques maliens..
Depuis la publication de ce texte si abondamment commenté sur les réseaux sociaux, on ne parle plus que de lui et de lui seul.
B.CAMARA, Phenix



Renouveau TV



Précision sur l'arrestation de Mamadou Awa Gassama
L'arrestation de l'honorable Mamadou Hawa Gassama qui séjournait à Abidjan (Séguéla)dans le cadre de funérailles, remonte à plusieurs jours, presqu'une semaine. Son arrestation est due à certains propos sur les réseaux sociaux. Sa comparution devant un tribunal d'Abidjan est imminente



STUDIO DU MALI

URGENT !!
MALI: 8 TERRORISTES ONT ÉTÉ ÉLIMINÉS PAR LES FAMa DANS LA RÉGION DE KIDAL – 1ER JUILLET 2025.

Sambou Sissoko



4 régions du Sud sur 4 sous couvre-feu : Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso. Malgré tout, l'Armée monte en puissance à Bamako.

MEDIA PRO ML

OM INFO : @Evlyne
Si un étranger insulte ou manque de respect à notre président, puis se rend au Mali forcément il sera arrêté et c'est normal.
C'est exactement la même chose chez les autres.
Alors, faites preuve de diplomatie dans vos discours, ou restez chez vous !



Mamadou Hawa Gassama, membre du Conseil national de transition #CNT, a été interpellé par la police ivoirienne à son arrivée à l'aéroport Félix Houphouët Boigny ce matin, après un séjour d'une semaine à Abidjan.
Ce déplacement faisait suite au décès d'une tante, pour laquelle il s'était rendu en Côte d'Ivoire afin de présenter ses condoléances.
Les autorités consulaires ainsi que l'ambassade du Mali en Côte d'Ivoire sont actuellement mobilisées pour faciliter sa libération, et la famille espère que la situation sera rapidement résolue.
#Bèki_Takè

Sadou Abdoulaye Yattara



MALI
LES CHANTIERS DE L'AUTOREGULATION ET DE LA COREGULATION BALISES
De plus en plus il y a un regain d'intérêt pour les instances d'autorégulation des médias.
Le désordre informationnel ambiant fait partie des raisons qui rappelle instamment que les professionnels des médias combattent aussi les manquements survenant par le traitement inadéquat des informations qu'ils livrent.
Ainsi, dans nombre de pays l'observation des prescriptions éthiques et déontologiques est régulièrement auscultée. C'est une garantie de responsabilité des journalistes permettant d'éviter que les médias n'exacerbent les contradictions préjudiciables.
Un tel dispositif a existé au Mali, mais n'a pu résister aux épreuves. La situation est actuellement propice. C'est pourquoi les journalistes maliens, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la Presse 2025 célébrée sous le leadership la Maison de la Presse, ont décidé de se doter d'une instance d'autorégulation. En réponse à cette préoccupation, la Haute Autorité de la Communication du Mali (HAC), l'instance de régulation des médias s'est investie en organisant des journées de réflexion sur la relance de l'autorégulation et la perspective de la corégulation des médias au Mali. La rencontre était appuyée par IDEA International sur financement du Royaume des Pays-Bas dont les représentants M. Maurice Engueleguelé et Mme Cécilia Wijgers, ambassadeur des Pays-Bas ont dit tout le bien qu'ils pensent des médias professionnels.
Pour le président de la HAC, M. Gaoussou Coulibaly, il s'agit de créer « un tribunal des pairs » capable de réguler sans réprimer, d'accompagner sans censurer. Les journées ont bénéficié de l'apport inestimable des instances d'autorégulation du Benin et du Sénégal, des doyens de la presse malienne, des responsables des faîtières, des membres du Collège de la HAC, le Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration entre autres.
Ainsi, au terme des travaux, à la satisfaction générale de la HAC, de la Maison de la Presse et de IDEA international, les participants ont élaboré une feuille de route smart pour l'opérationnalisation d'un tribunal des pairs appelé, Conseil de la Déontologie et de l'Ethique par les Pairs (CODEP).



Kadidia Fofana Officiel



Le propre de certains Maliens : ils insultent ceux qu'ils envient et dénigrent les pays qu'ils rêvent pourtant de rejoindre.
L'arrestation de Mamadou Hawa Gassama est, selon moi, l'occasion pour lui de démontrer que les accusations qu'il a portées contre les autorités ivoiriennes sont fondées. Qu'il apporte des preuves claires, afin que le Mali ne sorte pas humilié de cette affaire.
Quant à ceux qui ont choisi de suivre le même chemin, il serait plus cohérent de rester dans l'espace AES... et bien entendu, aux côtés de la Russie.
À moins que vous ne souhaitiez, vous aussi, vous faire rattraper un jour. Car à l'ère des réseaux sociaux, rien ne s'oublie, rien ne disparaît.
A bon entendeur, tant pis.



Après l'euphorie, le choc brutal de la réalité.
Des mères inconsolables pleurent leurs enfants.
Des femmes voient leur monde s'effondrer avec la perte de leurs maris.
Des entrepreneurs, ruinés, assistent impuissants à la destruction de leurs usines. À Kayes, comme à Ségou et dans tant d'autres localités, les populations vivent sous couvre-feu, dans la peur et l'incertitude.
Et pendant ce temps, certains continuent d'applaudir... jusqu'à ce que la tragédie les rattrape à leur tour.
Que Dieu sauve le Mali.
Que la paix accompagne les âmes des disparus.
À toutes les familles endeuillées, nos pensées les plus profondes.
Force et courage à celles et ceux qui ont tout perdu.
Kadidia FOFANA Militante pour la Restauration de la Démocratie au Mali

DaMouk

#URGENT TRÈS TRÈS CHAUD À #PMU #MALI
DaMouk
Avis de tempête sociale au #PMU-MALI: Le DG embourbé dans les privilèges, une institution en panne de gouvernance!
Depuis un certain temps, la mauvaise gestion de l'actuel Directeur est decriée par le bureau syndical du PMU-Mali. Dès lors, une crise sociale est en veilleuse au sein du service, menaçant l'ambiance qui prévaut au sein de cette structure. En cause, une direction jugée autoritaire, une gestion opaque et surtout un Directeur général accusé de faire main basse sur la gestion du fonds social destiné à soulager les agents. Dans cette atmosphère tendue, les travailleurs dénoncent une gouvernance « clanique » et un climat devenu irrespirable.
. À la tête de la société depuis plusieurs années, Fassery Doumbia semble s'être bâti un royaume où
l'abus règne en maître. En plus de ses avantages colossaux, plus de 10 millions de FCFA mensuels, 400 litres de carburant et une part sur les dividendes annuelle estimées à plus de 400 millions de FCFA, le DG est désormais soupçonné de main basse sur le fonds social. Un acquis vieux de plus de deux décennies, géré jusqu'ici par un comité élu par le personnel.Retenues injustifiées, blocage des procédures, refus de reconnaissance du bureau nouvellement élu, les griefs s'accumulent. Le tout,
selon les travailleurs, dans une logique de représailles, suite à l'échec de la direction à empêcher la tenue de l'assemblée générale de renouvellement du comité de gestion du fonds.
Le comble de l'ironie ? Le DG justifie ses agissements par une prétendue non-conformité juridique, s'appuyant sur un décret de 1971, alors même que les statuts actuels du fonds ont été signés en 2015 par le PDG d'alors, Arouna Modibo Touré et le syndicat majoritaire.
Mais le fonds social n'est que l'arbre qui cache la forêt.
En interne, les agents pointent une gestion clanique, marquée par la mise à l'écart du personnel, le favoritisme et une volonté manifeste de diviser pour mieux régner.
Aujourd'hui, les conditions de travail se dégradent : pénurie de matériel roulant, climatiseurs et imprimantes en panne depuis des mois et surtout, un personnel démoralisé, méprisé et privé de ses droits sociaux fondamentaux.
Pour mémoire, Fassery Doumbia est à ce jour le DG ayant connu le plus de grèves dans l'histoire du PMU-Mali.
Une statistique peu glorieuse, mais qui traduit à elle seule, le profond malaise au sein de l'entreprise.
Un DG embourbé dans les privilèges, une institution en panne de gouvernance, au PMU-Mali, l'insolence a désormais un nom.
#Flani_SORO
#Source: Notre Voice / Bamada





INPS - Institut National de Prévoyance Sociale

Coopération sanitaire : lanouvelle cheffe de mission de MSF Espagne reçue par le ministre de la Santé
Le mardi 1er juillet 2025, le Médecin-Colonel Assa Badiallo TOURÉ, ministre de la Santé et du Développement Social, a reçu en audience la nouvelle cheffe de mission de Médecins Sans Frontières (MSF) Espagne au Mali.
Cette rencontre, tenue au siège du ministère, s'inscrit dans le cadre du renforcement de la collaboration entre les deux institutions.
L'audience a permis de présenter officiellement la nouvelle cheffe de mission tout en saluant le travail accompli par son prédécesseur, Dr Innocent KUNYWANA. Ce dernier a été vivement remercié pour son engagement et les résultats enregistrés au cours de sa mission.
La délégation de MSF a profité de l'occasion pour faire le point sur les activités menées au Mali. Elle a rappelé l'importance de l'appui de MSF aux populations vulnérables à travers la fourniture de soins médicaux, l'assistance en situation d'urgence et le soutien technique dans plusieurs structures sanitaires du pays.
Le ministre de la Santé a exprimé sa gratitude à l'endroit de MSF pour son accompagnement constant, avant de souhaiter la bienvenue à la nouvelle responsable de MSF au Mali, Aiva NOELSAINT.
Elle a réitéré l'engagement du département à œuvrer aux côtés de MSF pour améliorer l'accès aux soins et renforcer les capacités du système de santé.
Réseau de communication du MSDS

Attaque Violente sur une Cimenterie Nationale près de Kayes : Préoccupations concernant la Sécurité Industrielle



Le 1er juillet 2025, une cimenterie nationale, située à environ 110 km de Kayes, a été le théâtre d'une attaque violente perpétrée par des individus armés non identifiés. Cette agression a entraîné d'importants dommages matériels et a conduit à l'enlèvement de plusieurs employés, suscitant ainsi de vives inquiétudes quant à la sécurité des installations industrielles et des travailleurs dans la région.

Selon les premières informations disponibles, les assaillants ont débuté leur attaque en incendiant des camions présents sur le site de la cimenterie, avant de s'emparer de deux véhicules pour leur fuite initiale. Peu de temps après, ils sont retournés sur les lieux pour kidnapper cinq employés avant de prendre la direction d'une destination inconnue.

Cette attaque soulève des questions cruciales sur la sécurité des infrastructures industrielles dans la région de Kayes. En effet, la vulnérabilité des industries face à de telles agressions met en lumière la nécessité impérieuse de renforcer les mesures de sécurité et de surveillance pour protéger à la fois les installations et les travailleurs.

Les autorités locales ont été alertées de cet incident choquant et une enquête approfondie est en cours pour identifier les responsables de cette attaque odieuse. En parallèle, des mesures immédiates doivent être prises pour garantir la sécurité des travailleurs et prévenir de nouvelles attaques contre les sites industriels de la région.

Ainsi, cet événement tragique met en lumière l'urgence d'une action concertée entre les autorités locales, les forces de sécurité et les acteurs industriels pour assurer un environnement sûr et sécurisé pour le développement économique de la région de Kayes. Seule une réponse collective et coordonnée permettra de prévenir de tels incidents à l'avenir et de protéger la vie et les biens des citoyens travaillant dans le secteur industriel.

Fatou Sissoko

Kolokani : La mise en place d'un couvre-feu spécifique pour les motos et les tricycles



La commune rurale de Kolokani, située dans la région de Koulikoro, a récemment instauré un couvre-feu ciblé à l'égard des motos et des tricycles. Cette mesure a été annoncée par le maire Mady Fofana à travers un communiqué officiel daté du 30 juin 2025, dans le but de renforcer la sécurité des habitants.

Désormais, il est interdit aux motos et aux tricycles de circuler la nuit, entre 22h et 5h. De plus, l'utilisation de phares blancs éblouissants est strictement prohibée dans toute la commune. Ces dispositions visent à assurer la sécurité des résidents et à faciliter les opérations des Forces **Armées Maliennes (FAMa) dans la région.**

Les principales mesures prises sont les suivantes :

- Interdiction de circulation : Les motos et tricycles ne sont plus autorisés à circuler entre 22h et 5h.
- Interdiction des phares blancs : L'utilisation de phares trop lumineux est proscrite pour des raisons opérationnelles.
- Sanctions en cas d'infraction : Tout contrevenant à ces règles s'exposera à des poursuites judiciaires, bien que les détails des amendes n'aient pas été précisés.

Le maire Mady Fofana a souligné que cette mesure vise à faciliter les opérations de sécurisation des personnes et de leurs biens par les FAMa. Il a déclaré dans son communiqué : "Cette mesure est prise pour permettre aux FAMa de mener à bien leurs opérations de sécurisation des personnes et de leurs biens." Cette réglementation s'accompagne d'une intensification des patrouilles militaires afin de lutter contre le banditisme rural et les vols de bétail dans le centre du Mali.

Cette nouvelle réglementation met en avant l'importance de la sécurité des habitants de Kolokani et la volonté des autorités locales de collaborer avec les Forces Armées Maliennes pour garantir la tranquillité et la sûreté de la région.

Fatou Sissoko

Lutte contre le terrorisme et le vol de bétail dans la région du Lac Télé : Les Forces Armées Maliennes mènent une intervention réussie



Dans une récente opération de "reconnaissance offensive" menée le 1er juillet dernier, les Forces Armées Maliennes (FAMA) ont réalisé une action ciblée dans la région du Lac Télé, située dans le cercle de Goundam, dans la région de Tombouctou. Cette intervention a conduit à l'arrestation de quatre individus soupçonnés de terrorisme et à la récupération de 225 bêtes volées aux habitants locaux.

Cette opération, minutieusement planifiée et soutenue par des renseignements préalablement collectés, a été un succès avec l'identification et l'interpellation des individus en possession de deux talkies-walkies. Les militaires ont également assuré la sécurité du bétail volé, actuellement placé "sous bonne garde" en attendant d'être restitué aux éleveurs lésés.

L'État-Major Général des Armées a salué le professionnalisme des unités impliquées dans cette opération. Il a souligné que les opérations de "recherche et destruction des terroristes se poursuivent sans relâche" pour garantir la sécurité et la stabilité dans la région.

Le Chef d'État-Major a mis en avant l'importance de l'élevage pour l'économie agro-pastorale locale et le rôle crucial du bétail dans la vie des communautés. Le vol de bétail, en plus de représenter une menace pour la sécurité, aggrave la précarité des populations locales.

Cette intervention des FAMA dans la région du Lac Télé illustre l'engagement continu des autorités maliennes dans la lutte contre le terrorisme et le soutien aux communautés affectées par ces actes criminels. L'action rapide et efficace des forces armées met en lumière la détermination du Mali à assurer la sécurité de ses citoyens et à protéger les ressources essentielles à leur subsistance.

Moussa Diarra

Affaire des 19 cars de transport saisis par la douane : La justice saisie



La Douane malienne a saisi 19 cars de transport contenant des fausses plaques d'immatriculation. L'affaire est actuellement portée devant la justice.

Déjà, selon nos sources, un des présumés coupables, Ibrahima Diallo, chef de subdivision des transports du district rive gauche de Bamako aurait été arrêté. Le deuxième complice, l'expert à la direction régionale des transports de Mopti du nom de Kalipha Diarra, qui quittait Mopti pour Bamako aurait disparu. Notre source a également révélé que les fausses cartes grises ont été signées par l'adjoint du directeur général et que la signature du directeur régional de Mopti aurait été imitée par son expert.

Approché par nos soins, le directeur général des Transports, Mamadou Sow assure qu'il n'a aucun protégé dans le service. A propos des fausses cartes grises signées par son adjoint, il affirme que les documents ont été introduits de façon formelle. "Rien n'a été parachuté, ni introduit de façon parallèle. Le document a suit le circuit normal", témoigne-t-il.

S'agissant de la lutte contre la fraude et la corruption, il explique avoir toujours mis la sensibilisation des agents au centre de sa gestion, surtout les jeunes qui ont une carrière devant eux. Et les a toujours prévenus que la faute est individuelle.

Cependant, le Directeur général reconnaît être la cible idéale de certains qui veulent profiter de cette situation pour salir son image. Toutefois, il se dit confiant et serein en attendant le résultat des enquêtes.

Affaires à suivre

Ibrahima Ndiaye
Source : Mali Tribune

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à l'arrêt définitif des paiements des pensions de l'année 2024, le mercredi 30 avril 2025.

Pour ceux qui n'ont pas encore touché leurs pensions et rentes: ils peuvent se présenter dans les lieux habituels de paiement. Passé ce délai, les montants seront reversés à la partie ivoirienne.
La Direction des relations extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 10 mars 2025
La Direction

© SRP INPS 2025

Attaques terroristes du 1er juillet : les FAMa infligent de lourdes pertes aux assaillants



Dans la matinée du mardi 1er juillet, le Mali a de nouveau été secoué par une série d'attaques combinées et synchronisées visant d'abord les civils, puis plusieurs positions stratégiques des Forces de Défense et de Sécurité (FDS). À la suite de ces événements, le Colonel-major Souleymane Dembélé, Directeur de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA), a livré, lors d'une allocution solennelle diffusée sur la chaîne nationale, un compte-rendu détaillé de l'opération et de la riposte malienne.

Depuis plusieurs mois, les groupes terroristes multiplient les offensives coordonnées dans les régions frontalières et le long des grands axes : embuscades contre les convois de ravitaillement, tirs de mortiers sur les villages, attaques suicide contre les postes avancés des FDS. Le 1er juillet, ces mêmes tactiques ont été employées simultanément dans sept localités, confirmant la volonté des assaillants de frapper massivement pour semer la panique et désorganiser la chaîne de commandement malienne.

Les sept foyers d'attaque sont entre autres

1. Niono (Région de Ségou), vers 05h30, un groupe d'hommes armés non identifiés a pris pour cible le marché de la ville, ouvrant le feu sur les étals et les commerçants. Les tirs ont fait fuir les civils, provoquant plusieurs blessés légers. Alertés, les éléments de la gendarmerie de Niono ont immédiatement contre-attaqué, repoussant les assaillants vers la brousse;
2. Molodo (proximité de Ségou), à l'aube, plusieurs obus de mortier ont été tirés depuis les collines avoisinantes, visant un cantonnement mixte de militaires et de policiers. Les dégâts matériels sont limités, grâce à l'alerte rapide du centre de commandement de Molodo;
3. Sandaré (axe Niono–Bamako), un dispositif de véhicules piégés a tenté de forcer le barrage érigé par l'armée de terre. Les FDS ont détruit trois pickup avant qu'ils n'atteignent la position gardée par un détachement de la Force Barkhane rétrocédé aux FAMa;
4. Kayes (extrême ouest), un commando de dix individus a assailli un poste de la gendarmerie nationale, ouvrant le feu à l'arme lourde. Les gendarmes, soutenus par un escadron de la garde nationale, ont encerclé et neutralisé les assaillants après un échange de tirs de plus de trente minutes;
5. Diboli (frontière malienne avec la Guinée), ne attaque en pleine nuit a visé une position avancée de l'armée de terre. Les renforts dépêchés depuis Nioro du Sahel ont repoussé



l'assaut, permettant de capturer deux terroristes et de récupérer plusieurs grenades artisanales;
6. Nioro du Sahel, les insurgés ont tenté une incursion armée pour déstabiliser le poste de police et libérer des complices détenus localement. Les policiers, avec l'appui d'une unité mobile de la gendarmerie, ont mis en échec l'opération de secours;

7. Gogui (région de Kayes), une zone réputée pour le passage de trafiquants, Gogui a connu une fusillade dirigée contre un convoi de la police. L'intervention rapide d'un hélicoptère de transport Cougar, venu de Bamako, a permis de neutraliser les tireurs et d'extraire les victimes.

Grâce à une coordination exemplaire entre l'armée de terre, la gendarmerie, la police nationale et la garde nationale, les FDS ont non seulement contenu les sept foyers d'attaque, mais infligé un coup sévère aux bandes armées. Lors de son briefing, le Colonel-major Dembélé a annoncé :

« Plus de 80 terroristes ont été neutralisés ; nous avons saisi un arsenal complet :

- Arme lourde et légère (mitrailleuses, fusils d'assaut)
- Des milliers de cartouches de munitions
- Plusieurs radios talkies-walkies
- Véhicules utilisés par les assaillants (motos et voitures) »

Ces prises matérielles, outre leur valeur stratégique, constituent une victoire psychologique pour les FDS et les populations civiles.

Soulignant la dimension « fraternelle » de l'armée vis-à-vis des citoyens, le Colonel-major Dembélé a insisté :

« Les Forces de Défense et de Sécurité sont vos frères, vos fils, vos maris. Ils se battent pour vous, parfois au prix de leur sang. Nous avons besoin de votre soutien : signalez tout mouvement suspect, et continuez à collaborer avec les postes avancés. »

Il a également exprimé sa gratitude envers les autorités locales et les conseils communaux pour leur coopération et encouragé les ONG de développement à renforcer les programmes de résilience dans les zones affectées.

À court terme, un renforcement des patrouilles mixtes (FAMa–gendarmerie) est prévu dans les sept secteurs attaqués. Le commandement a annoncé l'intensification des vols de reconnaissance aérienne et des frappes ciblées contre les bases terroristes identifiées, notamment dans la zone frontalière avec la Mauritanie, où des groupes djihadistes opèrent depuis plusieurs années.

Enfin, ce nouvel épisode rappelle la détermination du gouvernement malien et de ses forces armées à éradiquer le fléau terroriste et à garantir la sécurité de tous les citoyens, en soulignant que seule l'union nationale permettra de préserver la stabilité retrouvée ces derniers mois.

Yacouba Ongoiba

Boubacar Sidiki Sangaré (BSS) : Un homme d'affaires malien célèbre inculpé pour escroquerie et blanchiment de capitaux présumés



L'homme d'affaires malien bien connu, Boubacar Sidiki Sangaré (BSS), se retrouve actuellement derrière les barreaux pour des accusations d'escroquerie et de blanchiment de capitaux présumés. Installé à Abidjan depuis de nombreuses années, il a été inculpé la semaine dernière et risque une peine de 20 ans de prison ferme ainsi qu'une amende de 15 milliards de F CFA.

Les informations concernant l'inculpation de Boubacar Sidiki Sangaré ont rapidement circulé sur les réseaux sociaux en fin de semaine dernière, suscitant l'émoi parmi nos compatriotes. Ces informations ont été confirmées par des compatriotes vivant également en Côte d'Ivoire, que nous avons pu contacter. M. Sangaré a été inculpé et placé en détention à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (Maca) par le procureur du Pôle pénal économique et financier d'Abidjan (PPEF), l'équivalent ivoirien du Pôle national économique et financier du Mali. Cette décision fait suite à la plainte déposée le 24 juin 2025 par le richissime homme d'affaires burkinabé Apollinaire Compaoré, promoteur de banque et de société de téléphonie mobile (Télecel), entre autres.

Apollinaire, le plaignant, accuse BSS d'avoir escroqué la somme de 3,1 milliards de F CFA. Cet argent, destiné à un projet d'investissement, aurait été versé sur le compte de la société Socaf appartenant à BSS. Le projet en question s'est révélé fictif, entraînant ainsi l'intervention du PPEF.

Un journaliste ivoirien ayant assisté à l'audience a rapporté que le parquet a souligné que l'accusé était déjà connu des autorités ju-

diciaires ivoiriennes bien avant la création du PPEF. Il a été décrit comme une personne qui "aime s'afficher avec les autorités, organiser des voyages luxueux à l'étranger pour gagner la confiance de ses cibles, puis disparaître une fois les fonds détournés". Il bénéficiait jusqu'alors d'une immunité accordée par le ministère des Affaires étrangères de la Côte d'Ivoire, immunité levée pour faciliter son arrestation.

À l'issue de son réquisitoire, le procureur du PPEF a requis une peine de 20 ans de prison ferme et une amende de 15 milliards de F CFA à l'encontre de Boubacar Sidiki Sangaré, ainsi que de son complice présumé, un certain Apollinaire Bathily. Le verdict est attendu pour le 16 juillet 2025.

Cette affaire n'est pas isolée et d'autres plaintes similaires ont été déposées devant les tribunaux en Côte d'Ivoire et au Mali. BSS est un homme d'affaires prospère, un grand investisseur, très actif dans les milieux de la haute finance à l'échelle internationale. Il est également impliqué dans des actions sociales et humanitaires au Mali à travers le Mouvement Boubacar Sidiki Sangaré (Mouvement BSS), lancé en 2021 dans le district de Bamako, plus précisément en Commune IV.Lors du lancement de son Mouvement BSS, de nombreuses personnalités étaient présentes, telles que le Premier ministre, des ministres en fonction, des responsables administratifs et politiques, des dignitaires religieux, des chefs coutumiers de la Commune IV, ainsi que des artistes de renom. La déclaration indique clairement que de nombreuses actions de développement ont été planifiées pour la Commune IV. Parmi ces actions figurent la réhabilitation des infrastructures scolaires et sanitaires, le recyclage, la formation des enseignants et des agents de santé, ainsi que des initiatives liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Il est louable de constater un tel engagement en faveur du progrès et du bien-être des habitants de la Commune IV.

De plus, la volonté de BSS de prélever mensuellement 3 millions de F CFA sur son salaire pour alimenter le fonds social des députés, une initiative lancée par Moussa Mara en faveur de la jeunesse de la Commune IV, montre un soutien financier concret à ces projets de développement. Cela démontre un sens de responsabilité sociale et un engagement envers l'amélioration des conditions de vie des habitants de la commune.

Arouna Sidibé



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

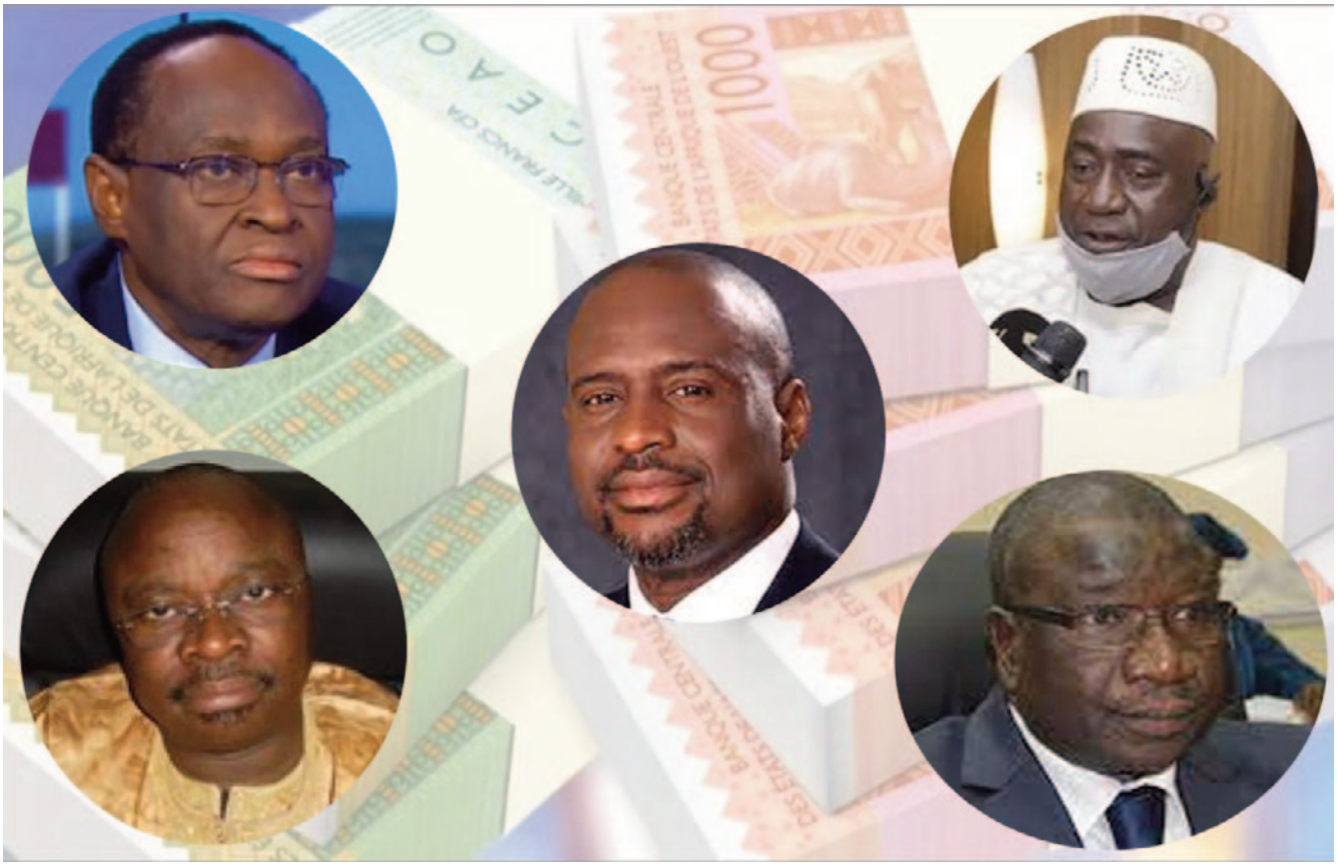
BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

PPolitique : Grandeur et misère des partis politiques au Mali

La démocratie malienne n'aura donc été qu'un feu de paille vite éteint par les bottes musclées des prétoriens. Que l'histoire est injuste et cruelle selon le mot de Robespierre, révolutionnaire français de 1789, pour ces formations politiques dont certaines avaient fait la clandestinité pour chasser Moussa Traoré du pouvoir et parvenir aux affaires.



Les partis politiques étaient nés en masse après 1991 suite au renversement du dictateur Moussa Traoré que d'aucuns n'hésitaient pas à comparer au général Pinochet du Chili, après 23 ans de règne sans partage assimilable à une autocratie. De ce régime de parti unique constitutionnel sur lequel tout fut dit et écrit, beaucoup d'analystes nationaux et étrangers confluèrent que sans être au service d'aucun impérialisme déterminé, la défense des intérêts d'un clan et de ses affiliés était son cheval de bataille.



Le CTSP d'ATT et de Zoumana Sacko, le meilleur des Premiers ministres depuis toujours, fit donc éclore un nombre incalculable de partis politiques dont certains équivalaient à des bureaux ethniques ou régionaux, au point qu'à mi-parcours, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation (il eut plusieurs appellations), sans le dire ouvertement, dut admettre qu'il n'en connaissait pas le nombre exact. De toute façon, ils étaient légalement constitués selon les termes de la constitution de 1992 et de la charte des partis politiques issus de la même constitution et animèrent comme jamais auparavant la vie politique selon les règles de la démocratie énoncées par Alexis de Tocqueville.

Dans la foulée du pluralisme politique intégral édicté par la constitution, l'Adéma-PASJ émer-

gea en 1992 lors de l'élection présidentielle de cette année remportée par M. Alpha Oumar Konaré. Il régna 10 ans durant de 1992 à 2002 avant de rendre en 2002 le tablier à ATT, par lequel arrivèrent après 9 ans de pouvoir tous les malheurs de ce pays, rébellion touareg et conspiration djihadiste aidant. On peut faire l'impasse sur l'avènement d'IBK en 2013 qui se comporta comme un néophyte politique pratiquant une politique plus que patrimoniale du pouvoir avec à la clé une IBKcratie plus nocive que la défunte ATTcratie.

Cela nous amène à presque 30 ans de pratique démocratique avec un bilan comportant plus de réussite que d'échec contrairement à une opinion nationale manipulée et travaillée au corps pour penser le contraire et chercher des poux sur la tête du mouvement démocratique. Car enfin le régime précédent, l'UDPM, qu'avait-il fait ? Rien ou presque avec une économie exsangue, des routes défoncées, des mois sans salaire pour les fonctionnaires et cela, avec un vocabulaire arrogant frisant le macabre.

Quoi qu'on dise, le régime démocratique a beaucoup fait pour ce pays, le tirant de la queue du peloton des pays les plus sous-développés vers le milieu de ceux-ci. Des routes nouvelles furent construites, de même que des ponts et des échangeurs, chose que les Maliens découvraient pour la première fois. Mais comme dirait l'autre, qui veut tuer son chien l'accuse de rage, et dans le cas du Mali une rage plus imaginaire que réelle. En un mot, le mouvement démocratique a réinventé la roue pour le Mali mais même s'il avait transformé Bamako en Londres ou en New-York, les nostalgiques de la dictature de Moussa Traoré, n'attendant qu'une occasion pour rebondir, auraient pris ces avancées pour de la machination. Et même maintenant que les partis politiques sont dissous et qu'on leur demande des comptes, la question est : demande-t-on à un décédé de payer ses dettes ?

Facoh Donki Diarra, (écrivain)
Source : Mali Tribune

FfD4 à Séville : L'AES affiche unité et ambition pour un développement souverain et sécurisé



A l'occasion de la 4e Conférence Internationale sur le Financement du Développement (FfD4) tenue à Séville, la Confédération des États du Sahel (AES), composée du Burkina Faso, du Mali et du Niger, a brillé par une présence coordonnée et une vision commune, réaffirmant son engagement en faveur d'un développement fondé sur la souveraineté, la solidarité régionale et la sécurité.

Le Premier ministre du Mali, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a conduit la délégation confédérale et représenté la Confédération lors des séances plénières. Dans une déclaration marquante devant les participants, il a rappelé les fondements de l'AES, plaçant la souveraineté des peuples et le développement endogène au cœur de la démarche politique et économique des États membres.



Tout au long de la conférence, la cohésion des trois États a été manifeste. Les ministres des Affaires étrangères des pays membres, ainsi que les ministres maliens de l'Économie et des Finances et de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, ont porté d'une même voix les aspirations de l'AES dans les différentes discussions, panels techniques et événements parallèles.

Leur participation active illustre non seulement une nouvelle dynamique diplomatique sous-régionale, mais aussi une volonté politique forte d'agir ensemble, dans un monde en pleine mutation, pour redéfinir les termes de la coopération et du financement du développement.

Lors de la Table Ronde n°3, consacrée à la revitalisation de la coopération internationale pour le développement, Son Excellence M. Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, a délivré un message clair et stratégique. Il a souligné que toute initiative de développement dans la région sahélienne doit nécessairement intégrer la dimension sécuritaire.

« Le développement ne peut être dissocié de la sécurité. Pour nos pays, bâtir des infrastructures ou renforcer les services sociaux sans garantir la sécurité des populations serait illusoire. Nos partenaires doivent comprendre cette réalité et ajuster leur approche en conséquence », a-t-il affirmé devant une audience attentive.

Cette intervention a été saluée pour sa pertinence et sa lucidité, dans un contexte où le Sahel continue de faire face à des défis multiformes, notamment les menaces terroristes, les pressions climatiques et les inégalités sociales.

Au-delà de leur participation technique et diplomatique, les représentants de l'AES ont affirmé leur volonté de bâtir de nouveaux partenariats, fondés sur l'écoute, le respect mutuel et une compréhension réaliste des défis du terrain. L'AES ne se positionne pas comme une entité en quête d'assistance, mais comme un acteur responsable, déterminé à tracer sa propre voie de développement, tout en restant ouvert à une coopération internationale rénovée et juste.

Le message envoyé depuis Séville est donc clair : l'AES est plus qu'une alliance politique ou sécuritaire. Elle est désormais une force diplomatique, solidaire, capable de porter une vision concertée sur les grands enjeux de notre époque, au service des populations du Sahel.

Moctar Sow

JEUNESSE : Mémorandum de plaidoyer sur le positionnement stratégique de la jeunesse malienne dans l'agenda de refondation de l'État



Le Réseau National pour l'Éveil Démocratique et Patriotique (RENEDEP), en collaboration avec ses partenaires JUST FUTURE et Cordaid, a organisé un "Café Gouvernance sur les 10 ans de la Résolution 2250", un cadre innovant de réflexion stratégique et de plaidoyer visant à impulser une dynamique nationale autour de l'opérationnalisation de la Résolution 2250 au Mali. Cela s'est déroulé à travers une stratégie nationale inclusive et un plan d'action coconstruit avec les jeunes, le mercredi 02 juillet 2025 au CICB.

Le "Café Gouvernance sur les 10 ans de la Résolution 2250" est un espace de dialogue constructif et stratégique concernant le positionnement de la jeunesse malienne dans l'agenda de la refondation de l'État, en vue de l'élaboration et l'adoption d'une stratégie nationale Jeunesse, Paix et Sécurité au Mali. De plus, il encourage une réflexion collective sur le rôle des jeunes dans la refondation de l'État et la consolidation de la paix au Mali, en identifiant les leviers politiques, institutionnels et sociaux pour la mise en œuvre de la Résolution 2250. Il vise également à élaborer un mémorandum de plaidoyer à adresser au Ministre de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, afin de favoriser les synergies entre jeunes



leaders, OSC, institutions publiques et partenaires techniques et financiers (PTF).

Selon le Président du RENEDEP, M. Yacouba Maiga, la Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité (JPS), adoptée en 2015, reconnaît pour la première fois le rôle essentiel des jeunes dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la gouvernance inclusive. Malgré cela, dix ans après son adoption, peu d'États ont traduit cet engagement en stratégies nationales. Au Mali, pays marqué par une crise multidimensionnelle depuis plus d'une décennie, les jeunes constituent une force démographique, sociale et politique incontournable. Selon le RPGH5, sur les 22 millions 395 mille 485 habitants, 47,2% sont des jeunes de moins de 15 ans et 49,9% sont des personnes âgées de 15 à 64 ans. Pourtant, leur participation effective dans les processus décisionnels liés à la paix, la sécurité et la refondation de l'État demeure marginale.

C'est pourquoi, le Réseau National pour l'Éveil Démocratique et Patriotique (RENEDEP), en partenariat avec le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) et grâce à l'appui de Cordaid, ainsi qu'en collaboration avec le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) et Just Future, ont initié un "Café Gouvernance", un cadre innovant de réflexion stratégique et de plaidoyer pour impulser une dynamique nationale autour de l'opérationnalisation de la Résolution 2250 au Mali à travers une stratégie nationale inclusive et un plan d'action coconstruit avec les jeunes.

Bokoum Abdoul Momini



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Les soliloques d'Angèle : Quand nos enfants agissent mal, jusqu'où sommes-nous responsables ?



Lorsqu'un enfant brise une vitre, insulte un professeur ou commet un acte grave, la première réaction de beaucoup est immédiate : où sont les parents ?

Dans nos rues, nos écoles, nos familles, les mêmes questions reviennent. Mais entre responsabilité légale, éducative et morale, jusqu'où va vraiment le rôle des parents quand un enfant mineur agit mal ?

Au Mali, la loi prévoit que les parents sont responsables des dommages causés par leurs enfants mineurs. Cela signifie que si un enfant blesse quelqu'un ou détruit un bien, ce sont les parents qui devront réparer financièrement, même si l'enfant n'a pas pleinement compris les conséquences de son acte ; c'est ce qu'on appelle la responsabilité civile parentale.

Sur le plan pénal, c'est différent. L'enfant est personnellement responsable de ses actes à partir d'un certain âge (13 ans au Mali). Il est alors jugé selon son degré de discernement, dans des tribunaux spécialisés. Les parents, eux, ne sont pas punis à sa place, sauf s'il est prouvé qu'ils ont manqué gravement à leur devoir de surveillance ou de protection. La loi dit ce qu'on doit faire. Mais la vie quotidienne, elle, est bien plus complexe. Il est reste que l'absence de cadre, de repères ou de dialogue ouvre la voie à l'égarement. Et c'est là que la responsabilité parentale prend tout son sens : non comme une sanction, mais comme un engagement actif et bienveillant.

Un proverbe africain dit : « Il faut tout un village pour éduquer un enfant. » Et c'est plus vrai que jamais. Les parents jouent un rôle essentiel, mais l'école, les voisins, les institutions, les médias et même les réseaux sociaux participent à la construction d'un enfant. La responsabilité est donc collective. Plutôt que de pointer du doigt, il est plus utile d'accompagner, de prévenir, de tendre la main, car un enfant qui agit mal est souvent un enfant qui appelle à l'aide sans le dire. Oui, les parents sont responsables. Mais pas toujours coupables. La responsabilité ne signifie pas punition. Elle signifie présence, attention, dialogue, cadre et amour.

Parce que derrière chaque enfant, il y a une histoire. Et parfois, derrière une faute, un appel à l'écoute. Plutôt que de juger les familles en difficulté, aidons-les. Écoutons, orientons, éduquons ensemble.

Parce que c'est notre Mali.

Muriel Jules
Source : Mali Tribune

Conversation tendue sur l'Iran et l'Ukraine : Macron et Poutine divisés



Les présidents français Emmanuel Macron et russe Vladimir Poutine ont eu un échange pour la première fois depuis septembre 2022, abordant des sujets délicats tels que le conflit en Ukraine et le programme nucléaire iranien. Malgré des divergences profondes, les deux dirigeants se sont montrés ouverts à une coopération.

La discussion, principalement centrée sur l'accord nucléaire iranien de 2015 auquel la France et la Russie sont parties prenantes, a également abordé la situation en Ukraine. Emmanuel Macron a réaffirmé le soutien de la France à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, appelant à un cessez-le-feu et à des négociations pour résoudre le conflit de manière durable.

Les tensions entre les deux pays se sont intensifiées ces dernières semaines, avec des frappes russes en Ukraine et une contre-attaque ukrainienne en Russie. Vladimir Poutine a souligné la nécessité d'un accord de paix global prenant en compte les intérêts de la Russie et visant à résoudre les causes profondes du conflit.

Malgré des positions divergentes, Macron et Poutine ont convenu de poursuivre le dialogue sur l'Ukraine. Cette conversation intervient après une période de rupture due aux critiques de Macron envers Poutine concernant l'offensive russe en Ukraine en février 2022.

Cette nouvelle interaction entre les deux dirigeants met en lumière la complexité des relations internationales et l'importance du dialogue même en période de tensions. L'avenir des discussions entre la France et la Russie sur l'Iran et l'Ukraine reste incertain, mais la volonté de coopération semble persister mal-



gré les divergences d'opinions.

Selon l'analyste russe Tatiana Stanovaya, l'appel entre les dirigeants russe et français ne signifie pas que l'Ukraine va perdre tout soutien, mais montre plutôt la volonté des Européens d'avoir une place à la table des négociations, malgré l'intransigeance russe. En ce qui concerne le dossier nucléaire iranien, les deux dirigeants ont décidé de coordonner leurs actions et de se parler prochainement pour suivre ensemble ce dossier.

Malgré les dommages subis par les installations nucléaires de Téhéran, la capacité technique de reprise de l'enrichissement d'uranium pourrait se faire en quelques mois. Les présidents Poutine et Macron ont réaffirmé que les crises au Moyen-Orient doivent être résolues par la voie diplomatique. Emmanuel Macron a insisté sur la nécessité d'un règlement durable et exigeant du dossier nucléaire iranien, des missiles de l'Iran et de son rôle dans la région.

En plus de son programme nucléaire, Téhéran a développé un programme balistique et a une forte influence régionale, de la Syrie au Yémen. Le président français a demandé que les inspecteurs puissent reprendre leur travail en Iran sans délai, alors que Téhéran menace de rompre avec l'AIEA. De son côté, Vladimir Poutine a souligné le droit de l'Iran à développer un programme nucléaire civil. Emmanuel Macron souhaite entamer des discussions avec chacun des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU afin de veiller au respect par l'Iran du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en collaboration avec les États-Unis, le Royaume-Uni et la Chine.

Arouna Sidibé



Armée française à l'étranger : La station d'émission interarmées de Rufisque transfèrée officiellement à l'État du Sénégal

La France a officiellement transféré ce 1er juillet la station d'émission interarmées de Rufisque à l'État du Sénégal, marquant ainsi une nouvelle étape dans la redéfinition stratégique des relations bilatérales entre les deux pays. Cette station, utilisée depuis 1960 par les Éléments français au Sénégal, assurait les communications militaires sur la façade atlantique sud.

La remise de la station de Rufisque s'inscrit dans le cadre des engagements pris lors de la commission conjointe franco-sénégalaise du 16 mai, dans le contexte du traité de coopération militaire de 2012. Ce processus de réajustement du partenariat franco-sénégalais a déjà vu la restitution d'autres infrastructures militaires occupées par les forces françaises au Sénégal, telles que les emprises Maréchal et Saint-Exupéry près du parc de Hann, ainsi que le quartier Contre-Amiral Protet sur le port de Dakar en mai.

Cette évolution s'inscrit dans un partenariat global entre la France et le Sénégal, comme en témoigne la rencontre entre les présidents Faye et Macron à Séville, où ils ont souligné leur volonté de construire une relation renouvelée basée sur la souveraineté et le respect mutuel. Outre la dimension sécuritaire, cette coopération concerne également le plan économique, la France étant le deuxième fournisseur du Sénégal. Les échanges commerciaux entre les deux pays concernent principalement le riz, les produits raffinés, les machines, les métaux, le pétrole brut, le poisson et le ciment.

Ce récent transfert à Rufisque confirme l'engagement des deux pays à construire une coopération redéfinie, équilibrée et tournée vers l'avenir. Il s'agit d'une étape marquante dans la consolidation des relations franco-sénégalaises, symbolisant la volonté des deux parties de renforcer leur partenariat dans divers domaines.

Arouna Sidibé



Coupe du Monde FIBA U-19 : Les Aiglons maliens affronteront le Canada en huitièmes de finale



Le Mali termine la phase de groupes du Mondial FIBA U-19 garçons à la troisième place de son groupe après avoir été battu par l'Argentine lors de la dernière journée. Après une victoire contre la Serbie en première journée, les Aiglons se sont inclinés face à la Nouvelle-Zélande et à l'Argentine. L'équipe dirigée par Moussa Cissé affiche un bilan d'une victoire et deux défaites.

Malgré cette position, les jeunes Maliens auront l'opportunité de se rattraper en huitièmes de finale en affrontant le Canada, deuxième du Groupe B. Ce match crucial est programmé pour ce mercredi 2 juillet à partir de 12h00. Les Aiglons devront se surpasser pour espérer continuer leur parcours dans la compétition et viser une place en quarts de finale.

Cette rencontre face au Canada s'annonce comme un véritable test pour l'équipe malienne, qui devra mettre en avant sa détermination et ses compétences collectives pour espérer l'emporter. Les supporters des Aiglons attendent avec impatience de voir comment l'équipe saura rebondir après ses récentes défaites et rivaliser avec une équipe solide comme le Canada.

Le coach Moussa Cissé et ses joueurs sont conscients des enjeux de ce match et travaillent sans relâche pour être prêts le jour J. Les supporters maliens espèrent que les Aiglons sauront montrer tout leur potentiel sur le terrain et offrir un beau spectacle aux amateurs de basket-ball du monde entier. Rendez-vous donc ce mercredi pour un match qui s'annonce palpitant entre le Mali et le Canada lors des huitièmes de finale du Mondial FIBA U-19 garçons.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre perfectionnisme vous met sous pression. Relativisez vos attentes avec davantage de tolérance pour vous-même. Des tensions musculaires vous indiquent que vous avez trop forcé ces derniers jours, ralentissez votre rythme au quotidien.
Vos états d'âme sont changeants et incompréhensibles. C'est chez vous, dans votre foyer, que vous passerez le mieux cette journée un peu tendue sur le plan relationnel. Alors, profitez-en pour vous ressourcer !

Taureau (20 avril- 19 mai)

L'ambiance s'apaise et vous vous sentez davantage en phase avec l'univers. Profitez-en pour décompresser un peu et faire la paix avec votre partenaire ou vos amis. Vous faites aussi preuve d'une créativité intense aujourd'hui et vous multipliez les coups de génie.
Votre esprit créatif vous apporte de bonnes sensations. Vous ne vous gênerez pas pour vous laisser aller à la rêverie artistique. Aujourd'hui vous ne faites que profiter de vos inspirations, vous laissant porter par cette émotion.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous entrerez en contact avec beaucoup de monde et certaines personnes vous apportent quelque chose de positif. Vous faites preuve d'une grande détermination qui vous permet de commencer de nouveaux projets ou de les conclure.
Aujourd'hui vous êtes très communicatif, chaleureux et jovial, c'est la tendance du jour. Vous vous montrez sincère dans vos relations avec les autres. Si des petites contrariétés interféraient dans votre journée vous sauriez les gérer de façon admirable.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.
Si des non-dits et des colères rentrées gangrènent votre vie de famille depuis un certain temps, il serait peut-être utile de vider votre sac et de demander des explications (ou d'en fournir). Rien ne remplacera un bon dialogue.

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous êtes aujourd'hui tout disposé à pardonner, à passer l'éponge sur des broutilles du passé, faites-le, sans regrets ! Votre rythme de vie se ralentit, profitez-en pour souffler et vous occuper de vous davantage.
Aujourd'hui, vous aurez l'occasion de faire la preuve de vos talents de diplomate et de vous ouvrir à de nouveaux dialogues. De plus, d'un point de vue pragmatique vous allez vous montrer particulièrement efficace. Vous ne laisserez aucun détail au hasard.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous aurez le chic de vous attirer des faveurs, votre charme vous ouvre toutes les portes ! Vous êtes plus mesuré dans vos gestes, instinctivement. Ne cherchez pas à aller plus vite que la musique, votre forme se maintient positivement.
Vous avez beaucoup de choses à faire et des événements inattendus se présentent. Du coup, vous vous sentez débordé. Vous devrez admettre que des changements ou des séparations sont nécessaires, même si vous ne vous en rendez pas encore compte.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vos besoins d'évasion méritent que vous les preniez au sérieux, sinon votre humeur s'en ressentira. Vous avez besoin de vous oxygéner, de dynamiser vos muscles votre corps, prenez le temps de faire une promenade.
Si quelques discordes polluaient l'atmosphère, vous pouvez compter sur votre caractère doux et tempéré pour aplanir la situation et faire régner de nouveau l'harmonie. En effet, vous êtes disposé à faire des compromis intelligents pour retrouver la bonne entente.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Tout ira pour le mieux... Vous irez plus que jamais aux choses essentielles, de belles opportunités se présenteront à vous et vous n'hésiterez pas à les saisir avec enthousiasme. La bonne humeur sera au rendez-vous et les échanges seront fructueux. Vous serez bien inspiré pour donner davantage d'équilibre à votre situation personnelle. Votre vision est plus objective et vous prenez le temps de réfléchir concrètement à la manière de placer vos pions sur l'échiquier. Faites-vous confiance, vous avez tout le potentiel pour y arriver !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous évoluez dans un climat qui facilite votre liberté d'expression et votre épanouissement. Vous dépensez votre énergie dans l'action constructive, pensez à vous délasser pour préserver votre équilibre.
Le calme et le recul que vous ressentez vous mettent à l'abri des conflits qui sévissent autour de vous. Votre zen attitude va s'avérer grandement positive. Non seulement vous pourrez avancer sans faire de faux pas mais vous réussirez également à apporter l'harmonie dans vos divers échanges.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous aurez l'opportunité de revenir sur une décision du mois dernier, corrigez votre tir. Ceux qui vous font de l'ombre cherchent à vous provoquer. Vous justifier ne sert à rien, suivez votre route.
Gardez pour vous vos indécisions, quelqu'un risque de vous faire pencher du mauvais côté de la balance. Il y a de l'inédit dans l'air, aujourd'hui, des nouvelles constructives vous parviennent, profitez-en !

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous prenez des décisions importantes aujourd'hui. Vous ne pouvez pas échapper aux problèmes et il faut éviter de payer le prix du bonheur. Ce qui se passera ces jours-ci ne pourra pas changer et marquera la tendance du prochain cycle.
Vous êtes bien inspiré pour avancer dans vos projets, soutenu par un ami ou un être proche. Ne vous montrez pas égocentrique, laissez-vous inspirer par la créativité de vos proches, les échanges sont bénéfiques.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous suivez le changement avec philosophie, sans efforts particuliers. Vous attendiez cela depuis longtemps. Vos projets les plus fous retiennent toute votre attention. Cela vous met le cœur en fête, des débuts de succès viennent à vous. Aujourd'hui, vous jouez la carte de la bonne humeur et de l'efficacité.
Votre bonne attitude vous fait gagner des points et vous apporte de belles satisfactions. Vous êtes capable de relever tous les défis. Alors, foncez vers vos objectifs !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com